



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les activités exploitées par la société
BACCARAT sur le territoire de la commune de BACCARAT**

N° 2023-0767
AIOT 0006200031

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014, n° 2015-1200 du 29 septembre 2015, n° 2018-900 du 22 octobre 2018, n° 2013-814 du 11 septembre 2013, n° 2016-630 du 19 mai 2016, n° 2018-704 du 3 août 2018 et n° 2021-976 du 21 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié actualisant les conditions de l'autorisation applicables aux installations exploitées par la société BACCARAT à Baccarat ;

Vu le dossier transmis par la société BACCARAT le 6 décembre 2021 relatif à la reconstruction du four de fusion de cristal C et l'implantation de 6 nouveaux fours monocellulaires, et la mise en place d'une nouvelle arche sur le four à pot au sein de son établissement de Baccarat ;

Vu les compléments apportés par la société BACCARAT le 12 juillet 2022 au dossier précité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CMA/IP/430_2022 du 02 août 2022 ;

Vu le dossier transmis par la société BACCARAT le 22 septembre 2022 relatif à la reconstruction du four de fusion de cristal F avec ses périphériques et au remplacement de machines à polir au sein de son établissement de Baccarat ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé ES/IP/292_2023 du 9 mars 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2022-1583 du 15 mars 2023 portant décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement de la non nécessité de soumission à évaluation environnementale ;

Vu l'analyse de la société BACCARAT pour l'ensemble de ses rubriques de classement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement présentée dans le dossier susvisé ;

Vu le document du 12 avril 2024 mis à jour le 20 août 2024 portant positionnement vis-à-vis des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées et du statut dit « SEVESO » sur la période de production du cristal au plomb et la production du cristal sans plomb ;

Vu le dossier transmis par la société BACCARAT le 5 septembre 2023 portant sur le changement de la cuve d'oxygène au sein de son établissement de Baccarat ;

Vu les compléments apportés par la société BACCARAT le 23 octobre 2023, le 6 novembre 2023, le 21 décembre 2023 et le 15 avril 2024, au dossier précité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ES/IA/1822-2023 en date du 26 août 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société BACCARAT par courrier postal recommandé avec accusé de réception en date du 12 septembre 2024 ;

Vu la réponse de l'exploitant par courrier postal en date du 27 septembre 2024, indiquant avoir des observations sur ledit projet ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé EX/IA/2322_2024 en date du 21 octobre 2024 ;

Considérant que la société BACCARAT est déjà dûment autorisée et que le projet ne modifie pas le classement des activités de la société BACCARAT au titre de la nomenclature des installations classées ;

Considérant l'analyse au regard des substances déclarées lors du porter à connaissance du 12 avril 2024 mis à jour le 20 août 2024 portant positionnement vis-à-vis des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées et du statut dit « SEVESO » sur la période de production du cristal au plomb et la production du cristal sans plomb ;

Considérant que ce document se positionne vis-à-vis des substances déclarées lors des porter à connaissance susvisés ;

Considérant la localisation des projets au sein d'une zone déjà utilisée pour ces activités, dans l'emprise du site au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et en dehors d'un zonage environnemental caractérisé par une sensibilité particulière ;

Considérant les caractéristiques du projet et les mesures destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique, notamment :

- aucune consommation d'eau supplémentaire ;
- aucun impact notable sur les rejets aqueux ;
- aucun impact notable sur la faune, la flore et les milieux naturels ;
- aucun risque supplémentaire ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, les projets ne sont pas susceptibles de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, les projets ne sont pas regardés comme substantiels au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu pour acter la reconnaissance du bénéfice d'antériorité de mettre à jour le tableau de classement des installations exploitées par la société BACCARAT sur le territoire de la commune de Baccarat figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2016-131 du

16 octobre 2018 modifiant l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/111 du 25 juin 2010 ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

La société S.A. BACCARAT, dont le siège social est situé au 20 rue des Cristalleries, BP 31, 54120 BACCARAT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa fabrique d'articles en cristal sur le territoire de la commune de Baccarat sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par le présent arrêté modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010-0111 du 25 juin 2010 et les arrêtés préfectoraux subséquents.

Article 2 :

Le tableau des rubriques visé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2016-131 du 16 octobre 2018 est modifié comme ci-après :

À compter de la notification du présent arrêté, jusqu'à la mise en œuvre d'un matériau sans plomb

Les activités de fabrication et de travail du cristal du site – cristal au plomb – soumises aux dispositions du Code de l'environnement sont visées par les rubriques suivantes :

Rubriques	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité de l'installation exploitée	Régime ⁽¹⁾
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de cristal pour une capacité maximale de : 16 461 t/an, soit 45,1 t/j	A

2530-2	<p>Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : Pour les autres verres : a) supérieur à 500 kg/j</p>	<p>Fabrication du cristal au plomb, répartie comme suit : - 10 fours mono (Falorni) : 2,5 t/j ; - 3 fours mono MG350 : 1,05 kg ; - four à bassin C : 10 t/j ; - four à bassin F : 19,7 t/j ;</p> <p>Arrêt non définitif : - four à bassin A</p> <p>Fabrication de cristal pour une capacité maximale de : 16 461 t/an, soit 45,1 t/j</p>	A
2531	<p>Travail chimique du verre ou du cristal, le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure à 150 litres</p>	<p>Activité de gravure acide, le volume des produits étant de 7590 litres, répartis ainsi : - 6000 litres d'une préparation contenant 70 % d'acide sulfurique, 25 % d'acide fluorhydrique et 5 % d'eau ; - 1350 litres de soude ; - 240 litres de cire.</p> <p>Activité de polissage manuel, le volume des produits mis en œuvre étant de 650 litres d'une préparation contenant 70 % d'acide sulfurique, 25 % d'acide fluorhydrique, 5 % d'eau.</p>	A
2565-2-a	<p>Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 litres</p>	<p>15 bains de 70 à 960 litres, le volume total des cuves de traitement étant de 10 660 litres</p>	E
2921-1-b	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)</p>	<p>Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, qui est du type « circuit primaire fermé », sa puissance thermique évacuée maximale étant de 1 395 kW</p>	DC

2910-A.2	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, (...) si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>7 chaudières non raccordables réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Polissage acide : 1 151 kW - Conditionnement : 913 kW - Logistique : 254 kW - Grands bureaux : 277 kW - Magasin : 580 kW - Flettagage : 32 kW et 464 kW <p>Puissance totale : 3 671 kW</p>	DC
2524	<p>Taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW</p>	<p>Atelier de taillage, sciage, gravage et polissage de cristal, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de 710 kW.</p>	D
4110-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg</p>	<p>Emploi et stockage de 3 000 kg d'acide fluorhydrique</p>	A
4440-2	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>Quantité suspension d'être présente : 27 tonnes</p>	D
4725-2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Quantité maximale dans l'installation 39,8 tonnes</p>	D
4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>Stockage de 62,7 tonnes de substances à phrase de risque H400 et H410 réparties comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 54 t de minium de plomb - 0,6 t de nickel - 0,6 t d'oxyde de cobalt - 7 t de zinc - 0,5 t de sélénite de zinc 	DC

À compter de la mise en œuvre d'un matériau sans plomb

Les activités du site – à compter de la fabrication du cristal sans plomb – soumises aux dispositions du Code de l'environnement sont visées par les rubriques suivantes :

Rubriques	Libellé de la rubrique (activité)	- Nature et capacité de l'installation exploitée	Régime ⁽¹⁾
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de cristal pour une capacité maximale de : 16 461 t/an, soit 45,1 t/j	A
2530-2	Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : Pour les autres verres : a) supérieur à 500 kg/j	Fabrication du cristal sans plomb, répartie comme suit : - 3 fours mono (Falorni) : 3,25 t/j ; - four à bassin A : 12,8 t/j ; - four à bassin C : 9,2 t/j ; - four à bassin F : 18,1 t/j ; Fabrication de cristal pour une capacité maximale de : 16 461 t/an, soit 45,1 t/j	A
2531	Travail chimique du verre ou du cristal, le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure à 150 litres	Activité de gravure acide, le volume des produits étant de 7590 litres, répartis ainsi : - 6000 litres d'une préparation contenant 70 % d'acide sulfurique, 25 % d'acide fluorhydrique et 5 % d'eau ; - 1350 litres de soude ; - 240 litres de cire. Activité de polissage manuel, le volume des produits mis en œuvre étant de 650 litres d'une préparation contenant 70 % d'acide sulfurique, 25 % d'acide fluorhydrique, 5 % d'eau.	A
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	15 bains de 70 à 960 litres, le volume total des cuves de traitement étant de 10 660 litres	E

2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, qui est du type « circuit primaire fermé », sa puissance thermique évacuée maximale étant de 1 395 kW	DC
2910-A.2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, (...) si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	7 chaudières non raccordables réparties comme suit : - Polissage acide : 1 151 kW - Conditionnement : 913 kW - Logistique : 254 kW - Grands bureaux : 277 kW - Magasin : 580 kW - Fletage : 32 kW et 464 kW Puissance totale : 3 670 kW	DC
2524	Taillage, sciage et polissage de minéraux naturels ou artificiels La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW	Atelier de taillage, sciage, gravage et polissage de cristal, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de 710 kW.	D
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Emploi et stockage de 3 000 kg d'acide fluorhydrique	A
4440-2	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Quantité susceptible d'être présente : 12 tonnes	D
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Quantité maximale dans l'installation 39,8 tonnes	D

Rubriques relevant de la loi sur l'eau : IOTA

Rubriques	Libellé de la rubrique (activité)	Prélèvements	Régime ⁽¹⁾
11.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	Le volume total annuel prélevé étant de 199 000 m ³	D
21.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	La superficie de la Manufacture représente 81 215 m ² dont 40 320 m ² de bâtiments et 23 750 m ² de voies imperméabilisées	D

Article 3 : Prescriptions encadrant le stockage de la cuve d'oxygène

L'exploitant doit en tout temps :

- disposer d'un plan mettant à jour le réseau d'alimentation des fours en oxygène (aérien, enterré, etc.) ;
- avoir à disposition un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kg

Article 4 : Limitation des stockages de matières premières :

L'exploitant est en capacité à justifier à tout moment que les stocks présents sur le site ne permettent pas le dépassement du seuil « statut SEVESO ».

Article 5 : Étude des risques sanitaires

L'exploitant met en place l'étude des risques sanitaires prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-1578 du 7 avril 2023 au passage définitif de la nouvelle composition sans plomb.

Article 6 : Mise à l'arrêt du four A

À l'arrêt du Four A, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant sa mise en sécurité.

En cas de redémarrage, l'exploitant en informe le préfet 2 mois avant avec tous les éléments justifiant le redémarrage en toute sécurité.

Article 7 : Cessation partielle

À l'issue du passage de la fabrication du cristal sans plomb, l'exploitant notifie au préfet la cessation partielle d'activité au titre de la rubrique 4510-2 dans les formes prévues à l'article R.512.39-1 du Code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 9 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-44 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux."

Article 10 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société S.A. BACCARAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Baccarat

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy, le **27 NOV. 2024**

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN